

PV de l'assemblée des déléguées du 3 décembre 2008

Présentes : AESPRI (Fabienne, Antoine), AEMG (Marie-Jo, Hafize, Arnaud), AETI (Pauline), AEIEUG (Alice), Datcha (Laurence), ADEPSY (Julia), CGTF (Joël), Courants (Bertrand), AEHA (Virginie), CUAE (Catalina (prés.), Thibaut, Ignace (PV), Renaud, Luca).

ORDRE DU JOUR

1. PV de l'assemblée des déléguées du 29 octobre 2008
2. Communications
3. Office cantonal de la population à l'université
4. Bâtiment des philosophes
5. Espace détente
6. Repromail
7. Divers

1. PV DE L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉES DU 29 OCTOBRE 2008

Le PV est approuvé avec des modifications mineures.

2. COMMUNICATIONS

L'AEMG confirme qu'elle a bien pris position contre le numerus clausus en 2006. Cette position de l'association est toujours valable.

La Datcha informe que les associations des sciences organise l'Escalade le 12 décembre entre midi et 14 h dans le halle de Sciences III. Le thème est *H comme héros !*

La loi sur l'université a été approuvée, il n'est plus question de rétrocéder les gains accessoires et on va essayer de sauver les meubles lors de la mise en application.

L'office cantonal de la population ne sera plus présent aux immatriculations dès 2009.

3. OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION À L'UNIVERSITÉ

On fait un résumé des différents événements dans le dossier de la présence de l'OCP pendant les immatriculations à l'université. Il y a eu différentes tentatives de discussions avec le rectorat puis un rassemblement mercredi 26 novembre. On a eu une réponse du recteur le lundi 1er décembre, qui confirme l'annulation de la mesure pour les prochaines immatriculations. Le vice-recteur Flückiger a également envoyé une lettre aux associations donnant la version du rectorat et invitant la CUAE à s'intéresser à d'autres sujets, comme le problème des bourses.

Une discussion suit, au cours de laquelle sont exprimées les remarques suivantes :

- Le rectorat n'a pas forcément apprécié non plus l'attitude des étudiantes lors du rassemblement. On constate de toute façon un fort décalage entre les perceptions du rectorat et des étudiantes.
- Pourquoi les étudiantes étrangères n'ont-elles pas pu s'inscrire ? La présence de l'OCP dissuade de toute façon les étudiantes, et le passage par leur stand était présenté comme une étape obligatoire de la procédure d'immatriculation. Avec l'OCP à Onex, les étudiantes peuvent s'immatriculer de toute façon, même si cela ne leur donne pas le permis de séjour.

- La méthode pose problème. On avait d'excellents arguments, on aurait pas du faire l'action. Il y a eu de la précipitation.
- On a essayé de dialoguer jusqu'au bout avec le rectorat, beaucoup de gens ont apprécié le rassemblement et le résultat est là.
- La CUAE a voulu être transparente, tous les documents sont disponibles sur notre site, et notre volonté de dialogue y apparaît clairement. À moment donné, les étudiantes (et les assistantes, les profes, et d'autres personnes concernées) ont mis le rectorat face à ses responsabilités.
- On regrette la manière de certaines personnes de parler au recteur, et les problèmes avec la sécurité (fumée, etc.).
- Sur le plan des médias, on aurait de toute façon pas été mieux lotis en faisant qu'un rassemblement, il faut parfois entrer dans un rapport de force.
- Le résultat légitime l'action par rapport au dialogue, et montre que les préoccupations du rectorat ne sont pas celles des étudiantes.
- Combien on était avec le recteur ? Une quarantaine, dans une salle de réunion. Une délégation du comité de la CUAE avait vu le vice-recteur le 10 octobre.
- On aurait mieux fait d'envoyer une délégation, pour éviter l'effet « prise d'otage ».
- On n'est pas contre le but, mais la méthode ne plaît pas, elle fait penser à une prise d'otage. Deux mois, ce n'est pas si long. Ça a marché, mais à quel prix ?
- On a décidé de donner la parole à toutes celles qui en avaient envie. On ne contrôle donc pas forcément le discours de tout le monde. Beaucoup de gens ont ainsi pu participer à la discussion.
- « Prise d'otage » est un terme inacceptable qui ne correspond à aucune réalité. C'est l'image qu'en ont donné certains médias (et l'entourage du recteur...), mais ça n'a pas grande importance.
- On espère évidemment ne pas avoir perdu la confiance de nos associations.
- Le recteur peut aussi parler de façon insultante, même en gardant une apparence polie. Idem pour la lettre de Flückiger. C'est une bonne chose qu'on ait pu inverser le rapport de force.
- C'était important de montrer que le sujet touchait beaucoup les étudiantes. La communication a été plutôt bonne, avec beaucoup d'affiches.
- On a le soutien de l'AEMG, qui trouve important qu'on soit un contre-poids crédible au rectorat. La CUAE doit agir avec prudence et rester ouverte au dialogue pour rester forte.
- Beaucoup d'étudiantes ont appris l'affaire par les médias, certaines ont une mauvaise image de la CUAE.
- L'AEMG a relayé le message à ses membres.
- Le rectorat préfère qu'on se taise, sinon il essaie de nous marginaliser.
- Le rapport de force dépend de plusieurs choses : à la fois la présence physique, le soutien des étudiantes et des associations, et les possibilités de dialogue. Le rectorat veut nous diviser, et il faut réagir.
- La présence physique n'a pas tué le dialogue, c'est important de montrer qu'on ne veut pas être tourné en bourrique.
- Les acquis sociaux ne s'obtiennent pas par le dialogue, mais par une utilisation judicieuse de différents moyens. Quand on tient un certain discours, on est de toute façon décrédibilisé dans les médias.
- À la fin, le rectorat en est arrivé à la conclusion qui était la nôtre au début. C'était un simple mesure administrative, qui a été annulée rapidement. La mobilisation est également bonne en elle-même.
- Les sans-papiers ne peuvent pas se mobiliser. Si on insiste sur notre image, on fait le jeu du rectorat qui veut nous diviser.
- Il faut cependant considérer le problème de la connaissance et de l'information pas toujours partagées, et l'emprise que l'image médiatique de la CUAE a sur l'opinion des étudiantes. Il faut faire un effort sur la transmission du savoir.
- Que s'est-il passé avec l'UNES en 2002 ? Bref rappel de la décision de l'AG de démissionner de

l'UNES.

- **L'AEMG propose d'écrire à Flückiger pour mettre en avant les points suivants :**
 - Répéter notre opposition à la présence de l'OCP. Mettre en avant l'autonomie de l'université, qui doit garder ses distances avec l'OCP et aux lois. La présence de la CUAE lors des immatriculations serait plus souhaitable que celle de l'OCP.
 - Rappeler qu'il n'y a eut aucune consultation démocratique avant la mesure, la mise en avant de ce souci dans sa réponse n'est donc pas fondée.
 - Rappeler que le dialogue doit continuer et réaffirmer le soutien des associations à la CUAE.
- C'est une bonne idée de faire une lettre, attention à ce que le rectorat ne détourne pas l'idée de dialogue de son contexte pour la retourner contre nous.
- La crainte de rupture du dialogue n'est de toute manière pas fondée.
- Il faut soutenir la CUAE et dénoncer la volonté de division énoncée dans le dernier paragraphe.
- La CUAE a vraiment besoin du soutien des associations, aussi dans le cadre de la mise en application de la loi sur l'université.
- La réaction médiatique a été meilleure après le rassemblement, beaucoup d'intérêt, y compris en Suisse allemande (*NZZ*, *WoZ*). On a aussi reçu le soutien et les félicitations de la FAE (Lausanne).

L'AEMG écrira une lettre de réponse à Flückiger avec les éléments évoqués, la CUAE se chargera de la transmettre aux associations qui souhaitent la co-signer. L'AESPRI écrira sa propre lettre, la CUAE la transmettra également.

4. LOI SUR L'UNIVERSITÉ

On commence par un rappel de la campagne et des résultats de la votation. Maintenant, le problème se pose de son application et du règlement transitoire.

Le premier point qui pose problème est que le rectorat veut redéfinir le statut des associations, en leur imposant d'être « politiquement neutres ». Plusieurs remarques pour affirmer qu'une telle formulation n'a aucun sens. Le statut des associations a été réglé en 2003, ça a occasionné beaucoup de tracas administratif, et la disposition transitoire est inquiétante. Elle pourrait cacher une nouvelle attaque contre l'indépendance des associations.

Le deuxième point est l'élection de l'assemblée de l'université. On ne connaît rien des modalités de l'élection, le rectorat a fait une proposition aberrante, en imposant un représentant par corps et par faculté. La CUAE a proposé un système dans lequel l'exigence d'un représentant par faculté quel que soit le corps, le conseil de l'université a proposé de faire peser cette représentation des facultés uniquement sur le corps professoral.

On discute ensuite d'une éventuelle participation de la CUAE et des associations à cette élection, sur ses avantages et ses inconvénients. Les associations vont en informer leurs membres et on en reparlera dès la rentrée.

5. BÂTIMENT DES PHILOSOPHES

On fait l'état des lieux de la situation et des initiatives qui ont été prises par les étudiantes. Il y a toujours une pétition à signer. Il y a aussi eu une assemblée avec les membres de la faculté, le doyen, le rectorat et le service des bâtiments, au cours de laquelle chacun se rejetait la responsabilité, ou la rejetait sur l'État et le plan *Bastions 20XX*.

6. ESPACE DÉTENTE

Quelques associations d'Uni Mail ont lancé l'idée d'un espace détente au 3e étage. Il s'agirait d'un lieu où se reposer, s'asseoir, manger, avec un micro-onde à disposition, *etc.* On pourrait aussi y organiser des expositions ou d'autres événements culturels. Il fonctionnerait sur un principe d'autogestion par les associations intéressées.

L'AEMG fait part de son expérience et de son local des médicoblast (CMU).

7. REPROMAIL

On confirme que les prix pratiqués pour les associations sont bien inférieurs aux tarifs officiels pour les clientes extérieures à l'université. Les prix varient cependant beaucoup d'une association à l'autre, tous les journaux en obtiennent un différent, et il est impossible de connaître les prix réels pratiqués à l'intérieur de l'université. La CGTF est intéressée à comparer les factures et les devis des différentes associations.

8. DIVERS

450e anniversaire de l'université : une séance pour les associations aura lieu le 16 décembre à la Datcha. L'AEMG est déjà engagée dans divers projets, avec le soutien de la faculté. *Courants* et *InternationalInk* ont le projet d'un journal spécial pour les 450 ans, ouverts aux contributions, y compris critiques. On rappelle également que 2009 sera l'année des 37 ans de la CUAÉ, il s'agit de fêter cela dignement.

On aborde le problème des conseillères aux études de la faculté de SES. Elles travaillent à quatre dans le même bureau, et les étudiantes n'ont plus aucune confidentialité pour leurs discussions. Il est également relevé que la conseillère pour les 1ère année du BARI est particulièrement plus surchargée que les autres.

Certaines associations demandent que les prises de décisions importantes puissent avoir lieu en différé, pour pouvoir consulter leur comité. Comme l'AD doit prendre peu de décisions formelles, mais qu'elle sert plutôt à coordonner les initiatives et les projets des associations et de la CUAÉ, un tel fonctionnement ne pose aucun problème.

On devrait augmenter le contenu et la fréquence des AD, ça a un effet positif sur les liens entre les associations et avec la CUAÉ. C'est difficile d'en faire plus de deux par semestre, mais si les associations le souhaitent on le fait volontiers.

On critique le mail unilist concernant la recherche EPFZ project qui contient une publicité pour une entreprise qu'on ne citera pas afin de ne pas lui faire de publicité.

La séance est levée à 22h02.